

RCS : TOULOUSE

Code greffe : 3102

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de TOULOUSE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2006 B 02964

Numéro SIREN : 483 500 708

Nom ou dénomination : 2 RUE DIEUDONNE COSTES SAS

Ce dépôt a été enregistré le 15/04/2021 sous le numéro de dépôt A2021/008228

**2 RUE DIEUDONNE COSTES SAS**  
Société par actions simplifiée au capital de 12.368.031 euros  
Siège social : 2 rue Dieudonné Costes, BP 21531 31700 Blagnac Cedex 06  
483 500 708 RCS Toulouse

**PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE  
EN DATE DU 10 DECEMBRE 2020**

**Le 10 décembre 2020 à 17 heures,**

L'associé unique de la société 2 rue Dieudonné Costes SAS (la « **Société** »), la société Société Hôtelière Toulouse Blagnac (l'« **Associé Unique** »), titulaire de 50.073 actions,

Représentant la totalité des actions de la Société,

A pris les décisions suivantes de manière unanime :

**ORDRE DU JOUR**

- *Augmentation du capital social par apport en numéraire ou par compensation avec une créance sur la Société, réservée à l'Associée unique,*
- *Décisions à prendre concernant une délégation de pouvoirs au Président dans le cadre d'une éventuelle augmentation de capital à effectuer dans le cadre des dispositions des articles L.225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 du Code du travail,*
- *Réduction du capital social motivée par les pertes,*
- *Constatation de la reconstitution des capitaux propres,*
- *Modification consécutive des statuts,*
- *Pouvoirs pour les formalités.*

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés à l'Associé Unique ou tenus à sa disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

La société Société d'Etudes Financières et d'Audit Comptable - SEFAC, Commissaire aux comptes titulaire, valablement convoquée, est absente et excusée.

L'Associé Unique lui donne acte de cette déclaration.

**PREMIERE DECISION**

Constatant que le capital social de la Société est intégralement libéré, l'Associé Unique décide d'augmenter le capital social d'un montant de 6.000.000 euros pour le porter de 12.368.031 euros à 18.368.031 euros, par élévation de la valeur nominale des 50.073 actions d'un montant de 119,83 euros environ chacune, par compensation avec une créance liquide, exigible et certaine sur la Société. La

valeur nominale de chacune des actions de la Société est ainsi passée de 247 euros à 366,83 euros environ.

La présente augmentation du capital social est réservée en totalité à l'Associé Unique.

Compte tenu du fait que la totalité du capital social est détenue par l'Associé Unique il n'y a pas lieu de statuer sur la suppression du droit préférentiel de souscription des autres associés.

### **DEUXIEME DECISION**

L'Associé Unique, rappelle qu'il dispose, à ce jour, d'une créance liquide, exigible et certaine sur la Société d'un montant global en principal hors intérêts d'au moins 6.000.000 euros, ainsi qu'il ressort (i) d'un arrêté des comptes établi par le Président en application de l'article R.225-134 du Code de commerce et dont une copie demeurera annexée au présent procès-verbal en Annexe 1 et (ii) du rapport du Commissaire aux comptes de la Société portant sur l'exactitude de cet arrêté des comptes.

L'Associé Unique, ayant décidé de souscrire à concurrence de 6.000.000 euros à l'augmentation du capital ci-avant décidée, libère sa souscription par incorporation au capital de la Société de sa créance sur la Société visée ci-dessus pour un montant de 6.000.000 euros.

\* \* \*

***La séance est levée afin de permettre au Commissaire aux comptes d'établir le certificat du dépositaire suite à l'incorporation au capital de la Société de la créance de l'Associé Unique sur la Société visée ci-dessus pour un montant de 6.000.000 euros.***

***Les décisions reprennent.***

\* \* \*

### **TROISIEME DECISION**

L'Associé Unique, connaissance prise du certificat du dépositaire du Commissaire aux comptes, constate la réalisation définitive de ladite augmentation du capital d'un montant de 6.000.000 euros par élévation de la valeur nominale des 50.073 actions de la Société qui est passée de 247 euros à 366,83 euros environ chacune.

L'Associé Unique constate qu'à l'issue de la présente augmentation du capital social, le capital social de la Société est fixé à 18.368.031 euros et il est divisé en 50.073 actions de 366,83 euros environ de valeur nominale chacune, toutes entièrement libérées et attribuées en totalité à l'Associé Unique.

### **QUATRIEME DECISION**

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décide, en application des dispositions des articles L. 3332-18 et

suivants du Code du travail et des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce de rejeter le projet tendant à la réalisation d'une augmentation du capital social réservée aux salariés de la Société.

En conséquence, décide de ne pas :

- déléguer sa compétence au Président, à l'effet d'augmenter, en une ou plusieurs fois et sur ses seules décisions, le capital social par émission d'actions de la Société réservées aux salariés de la Société et des sociétés ou groupements d'intérêt économiques qui lui sont liés au sens des articles L. 225-180 du Code de commerce, adhérents à un plan d'épargne d'entreprise à mettre en place conformément aux dispositions de l'article L. 3332-18 du Code du travail ;
- supprimer le droit préférentiel de souscription des associés qui viendraient à détenir des actions dans la Société en l'absence d'actions nouvelles à émettre au profit desdits adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ;
- donner tous pouvoirs au Président pour mettre en œuvre la présente délégation dans les limites et les conditions précisées ci-dessus.

#### **CINQUIEME DECISION**

Compte tenu de la réalisation effective de l'augmentation de capital visée aux 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> décisions ci-avant, constatant que le capital social de la Société est intégralement libéré, connaissance prise du rapport du Commissaire aux comptes sur le projet de réduction de capital de la Société d'un montant de 6.000.000 euros, au vu des comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2019 et étant entendu que, lors des décisions d'associé unique du 9 juillet 2020 portant sur l'approbation des comptes annuels de la Société arrêtés au 31 décembre 2019, le bénéfice de exercice clos au 31 décembre 2019 de 282.862 euros a été affecté au compte « report à nouveau », ce dernier ressortant alors à -17.771.324,54 euros, l'Associé Unique décide d'imputer une somme de - 17.771.324 euros prélevée sur le compte « report à nouveau » post affectation visée ci-dessus, sur le compte « capital social », par réduction dudit capital à due concurrence, pour le ramener de 18.368.031 euros à 596.707 euros.

L'Associé Unique décide que la réduction du capital est réalisée par diminution de 354,91 euros environ de la valeur nominale de chacune des 50.073 actions de la Société. La valeur nominale des actions de la Société passe donc de 366,83 euros environ à 11,92 euros environ par action.

En conséquence, à l'issue de cette opération, le capital social est fixé à 596.707 euros et divisé en 50.073 actions de 11,92 euros environ de valeur nominale chacune, attribuées en totalité à l'Associé Unique.

### **SIXIEME DECISION**

L'Associé Unique, après avoir rappelé qu'aux termes des décisions d'associé unique en date du 29 juin 2018 il a été décidé de ne pas dissoudre la Société et ce, malgré le fait que les capitaux propres sont devenus inférieurs à la moitié du capital social, constate :

Que suite à la réalisation de l'ensemble des opérations ci-avant décidé la structure des capitaux propres (hors le résultat de la période intercalaire) de la Société est la suivante :

Capital social	596.707 euros
Report à nouveau	-0,54 euro
Total des capitaux propres en euros	596.706,46 euros

Que suite à la réalisation des opérations ci-avant décidées les capitaux propres de la Société se trouvent reconstitués à plus de la moitié du capital social.

### **SIXIEME DECISION**

L'Associé Unique, en conséquence des décisions prises ci-avant, décide de modifier les statuts de la Société comme suit :

- d'ajouter les paragraphes suivants à l'Article 6 - Apports :

« 4. Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 10 décembre 2020, le capital social a été augmenté d'un montant de 6.000.000 euros, pour être porté d'un montant de 12.368.031 euros à 18.368.031 euros, par élévation de la valeur nominale des 50.073 actions de la Société d'un montant de 119,83 euros environ chacune. La valeur nominale de chacune des actions de la Société a ainsi été portée de 247 euros à 366,83 euros environ. Ladite augmentation de capital a été souscrite par l'associé unique et libérée par compensation avec une créance liquide, exigible et certaine sur la Société à due concurrence. »

5. Aux termes des mêmes décisions de l'associé unique en date du 10 décembre 2020, le capital social a été réduit de 17.771.324 euros pour être ramené 18.368.031 euros à 596.707 euros par diminution de la valeur nominale des 50.073 actions de la Société d'un montant de 354,91 euros environ chacune. La valeur nominale des actions de la Société est donc passée de 366,83 euros environ à 11,92 euros environ. »

- d'adopter la nouvelle rédaction de l'Article 7 - Capital social comme suit :

« Le capital social est fixé à la somme de cinq cent quatre-vingt-seize mille sept cent sept (596.707) euros. Il est divisé en cinquante mille soixante-treize (50.073) actions de onze euros quatre-vingt-douze centimes (11,92 €) environ de nominal chacune, de même catégorie, entièrement libérées. »

**SEPTIEME DECISION**

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au porteur du présent procès-verbal ou de ses extraits en vue de procéder à toutes les publicités et formalités prescrites par la loi.

Le présent procès-verbal a été signé par l'Associé Unique.

**Société Hôtellère Toulouse  
Blagnac,  
Associé unique  
Représentée par Schroder Real  
Estate (France), son Président,  
Elle-même représentée par M.  
Frédéric de Brem, son Président**



Enregistré à : **SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT  
TOULOUSE**  
Le 31/12/2020 Dossier 2021 00010233, référence 3104P61 2020 A 10124  
Enregistrement : 125 € Pénalités : 0 €  
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros  
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

**Annexe 1**

**2 RUE DIEUDONNE COSTES**

Société par Actions Simplifiée

2, rue Dieudonné Costes

BP 21531

31700 Blagnac Cedex 06

---

**CERTIFICAT DU DEPOSITAIRE EMIS PAR LE  
COMMISSAIRE AUX COMPTES**



**2 RUE DIEUDONNE COSTES**

Société par Actions Simplifiée

2, rue Dieudonné Costes

BP 21531

31700 Blagnac Cedex 06

Au Président

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre société, nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission, afin d'établir le certificat prévu à l'article L. 225-146 alinéa 2 du code de commerce.

Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à vérifier :

- la souscription de la société SOCIETE HOTELIERE TOULOUSE BLAGNAC à l'élévation du nominal de 119,83 euros par actions (nouveau nominal de 366,83 euros) de la société 2 RUE DIEUDONNE COSTES à l'occasion d'une augmentation du capital décidée par l'Associé unique en date du 10 décembre 2020 ;
- la déclaration incluse dans le procès-verbal des décisions de l'Associé unique en date du 10 décembre 2020 manifestant la décision de la société SOCIETE HOTELIERE TOULOUSE BLAGNAC de libérer sa souscription par compensation avec la créance liquide et exigible qu'elle possède sur la société ;
- l'arrêté de compte établi le 10 décembre 2020 par le Président dont nous avons certifié l'exactitude le 10 décembre 2020, duquel il ressort que la société SOCIETE HOTELIERE TOULOUSE BLAGNAC possède sur la société 2 RUE DIEUDONNE COSTES une créance d'au moins 6 000 000 euros ;
- le caractère liquide et exigible de cette créance ;
- l'écriture comptable de compensation de la créance visée ci-dessus permettant de constater la libération des actions.

Sur la base de ces vérifications, nous délivrons le présent certificat qui tient lieu de certificat du dépositaire.

Fait à Paris, le 10 décembre 2020

**Le Commissaire aux comptes**

Signé électroniquement le 10/12/2020 par  
Philippe Blin

**SEFAC**

Signé électroniquement le 10/12/2020 par  
Aurélia Rougelin



**Philippe BLIN**



**Aurélia ROUGELIN**

**Membres de la Compagnie Régionale de Paris**

sefac@sefac-sma.fr  
www.sefac-sma.fr

10, Avenue de Messine  
75008 Paris

T +33(0)1 53 67 70 50

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE  
& DE COMMISSARIAT AUX COMPTES  
MEMBRE D'ATH  
CONSEIL DE LA REGION PARIS-ILE-DE-FRANCE  
COMPAGNIE RÉGIONALE DE PARIS

SA au capital de 150 000€  
SIRET: 32858120200038  
TVA: FR 33328581202  
RCS: Paris - Code APE: 6920Z

**2 RUE DIEUDONNE COSTES**

Société par Actions Simplifiée

2, rue Dieudonné Costes

BP 21531

31700 Blagnac Cedex 06

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LA REDUCTION DU CAPITAL**

5<sup>ème</sup> Décision de l'Associé unique du 10 décembre 2020



**2 RUE DIEUDONNE COSTES**

Société par Actions Simplifiée

2, rue Dieudonné Costes

BP 21531

31700 Blagnac Cedex 06

A l'Associé unique,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-204 du Code de commerce en cas de réduction du capital, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Cette réduction du capital motivée par des pertes résultera de la diminution de la valeur nominale des actions de 354,91 euros environ chacune.

Votre Président vous propose de réaliser cette réduction du capital, qui aura pour effet de ramener le montant du capital social au-dessous du minimum légal sous la condition suspensive de l'approbation par l'Associé unique de la décision n° 4 relative à l'augmentation du capital d'un montant de 6 000 000 euros.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières. Nos travaux ont consisté notamment à vérifier que la réduction du capital envisagée ne ramène pas le montant du capital à des chiffres inférieurs au minimum légal et qu'elle ne peut porter atteinte à l'égalité des Associés.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de cette opération qui réduira le capital de votre société de 18 368 031 euros à 596 707 euros.

Fait à Paris, le 7 décembre 2020

**Le Commissaire aux comptes**  
**SEFAC**

Signé électroniquement le 07/12/2020 par  
Philippe Blin

Signé électroniquement le 07/12/2020 par  
Aurélia Rougelin

  
**Philippe BLIN**  
**Aurélia ROUGELIN**

**Membres de la Compagnie Régionale de Paris**

**2 RUE DIEUDONNE COSTES**

Société par Actions Simplifiée

2, rue Dieudonné Costes

BP 21531

31700 Blagnac Cedex 06

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
RELATIF A L'EXACTITUDE DE L'ARRETE DE COMPTE**



**2 RUE DIEUDONNE COSTES**  
Société par Actions Simplifiée  
2, rue Dieudonné Costes  
BP 21531  
31700 Blagnac Cedex 06

Au Président

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre société et en application de l'article R. 225-134 du code de commerce, nous avons procédé au contrôle de l'arrêté de compte au 10 décembre 2020, tel qu'il est joint au présent rapport. Cet arrêté de compte a été établi sous votre responsabilité le 10 décembre 2020. Il nous appartient sur la base de nos travaux d'en certifier l'exactitude.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté à vérifier que les créances concernées sont certaines dans leur existence et déterminées dans leur montant.

Nous certifions l'exactitude de cet arrêté de compte s'élevant à 6 000 000 euros.

Fait à Paris, le 10 décembre 2020

**Le Commissaire aux comptes**  
**SEFAC**



**Philippe BLIN**



**Aurélie ROUGELIN**

**Membres de la Compagnie Régionale de Paris**

**2 RUE DIEUDONNE COSTES SAS**  
Société par actions simplifiée au capital de 12.368.031 euros  
Siège social : 2 rue Dieudonné Costes, BP 21531 31700 Blagnac Cedex 06  
483 500 708 RCS Toulouse  
(la « Société »)

---

**ARRETE DE COMPTES**

- 1) La société **Société Hôtelière Toulouse Blagnac**,  
Société par actions simplifiée,  
Au capital de 4.985.000 euros,  
Dont le siège social est situé au 1 rue Euler, 75008 Paris,  
Immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro  
832 164 131,

Titulaire d'une créance certaine, liquide et exigible sur la Société d'un montant en principal hors intérêts d'au moins **six millions d'euros (6.000.000 €)**.

Total des créances en principal hors intérêts : au moins **six millions d'euros (6.000.000 €)**,  
lesquelles créances sont certaines, liquides et exigibles.

Fait à Blagnac,  
Le 10 décembre 2020.

Certifié exact



Société Hôtelière Toulouse Blagnac  
Président,  
Elle-même représentée par Schroder Real Estate (France),  
son Président,  
Elle-même représentée par M. Frédéric de Brem,  
son Président

**2 RUE DIEUDONNE COSTES SAS**  
Société par Actions Simplifiée au capital de 596.707 €  
Siège social : 2 rue Dieudonné Costes - BP 21351 31700 Toulouse Cedex 06  
483 500 708 RCS Toulouse

---

# **STATUTS**

**Mis à jour le 10 décembre 2020**

certifié conforme



---

Le Président,  
Société Hôtelière Toulouse Blagnac,  
Représentée par Schroder Real Estate (France), son Président,  
Elle-même représentée par M. Frédéric de Brem, son Président

**TITRE 1**  
**Forme - dénomination - objet - siège - durée**

**Article 1 - FORME**

La Société a été constituée sous la forme d'une société civile de construction-vente aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25 avril 2005. Elle a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse le 27 juillet 2005 sous le numéro 483 500 708.

Elle a été transformée en société par actions simplifiées par décision unanime des associés, exprimé dans un acte en date du 9 octobre 2006.

La Société continue entre les propriétaires d'actions existantes et celles qui seraient créées ultérieurement.

La Société est régie par les lois et les règlements en vigueur et plus spécifiquement les dispositions des articles L. 227-1 à L.227-20 et L. 244-1 à L. 244-4 du Code de Commerce ainsi que par les présents statuts.

À tout moment, la Société pourra devenir unipersonnelle ou redevenir pluripersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

La Société ne peut en aucun cas faire appel public à l'épargne.

**Article 2 - DENOMINATION**

La dénomination sociale est :

**2 RUE DIEUDONNE COSTES SAS**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " société par actions simplifiée " ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

Les mêmes documents doivent aussi porter les mentions du siège social, du numéro d'immatriculation et de l'indication du greffe où elle est immatriculée.

**Article 3 - OBJET**

La société a pour objet :

- La propriété d'un terrain et des droits à construire situé à Blagnac (31700), 2 rue Dieudonné Costes et de tous biens et droits pouvant en constituer les dépendances ou l'accessoire.
- La promotion, la construction, après démolition éventuelle des constructions existantes, d'un complexe hôtelier, situé sur tout ou partie des biens objets de l'alinéa précédent, étant précisé que la Société pourra faire appel à tous concours techniques, administratifs et financiers de son choix pour l'édification de cet ensemble.

- La propriété, l'exploitation, la location, l'administration, la gestion et l'entretien de tout ou partie dudit ensemble immobilier.
- L'exploitation par tous moyens de tout fonds de commerce d'hôtellerie, restauration et toutes prestations de services s'y rapportant.
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation en vue de leur exploitation de tous établissements se rapportant à ces activités.
- La souscription de tous emprunts, la constitution de toutes garanties nécessaires à la réalisation de l'objet social.
- La prise de tous intérêts et participations de quelques façons qu'elles puissent se concevoir dans toutes les opérations susceptibles de favoriser les affaires sociales dans quelque forme que se soit, acquisition, création, location soit comme bailleur soit comme preneur, de tout fonds de commerce, établissement commerciaux et succursales répondant à l'objet social, création de sociétés nouvelles, apports, souscriptions, achats de titres et de droits sociaux, fusions.
- Le tout directement ou indirectement, pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de sociétés nouvelles, d'apports, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement,
- Et généralement faire toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières pouvant être nécessaires ou utiles à la réalisation et au développement des affaires sociales.

#### **Article 4 – SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé :

**2 rue Dieudonné Costes - BP 21531 - 31700 Blagnac Cedex 06**

Il peut être transféré en tous lieux sur décision du Président, lequel est alors habilité à modifier les statuts en conséquence.

#### **Article 5 - DUREE**

La durée de la société reste fixée à vingt (20) années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée et de prorogation prévus par la loi et les présents statuts.

### **TITRE II** **Capital - actions**

#### **Article 6 - APPORTS**

1. Lors de la constitution de la Société, il a été effectué des apports en numéraire pour un montant de 1.500 €.

2. Par décisions unanimes des associés exprimées dans un acte en date du 21 septembre 2006, le capital social a été augmenté de 40.800€ par compensation de créances puis réduit d'une somme de 5.250 € pour être fixé à 37.050€.
3. Par décisions de l'associé unique en date du 28 septembre 2017, le capital social a été augmenté de 13.330.981 € en numéraire pour être fixé à 12.368.031 €.
4. Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 10 décembre 2020, le capital social a été augmenté d'un montant de 6.000.000 euros, pour être porté d'un montant de 12.368.031 euros à 18.368.031 euros, par élévation de la valeur nominale des 50.073 actions de la Société d'un montant de 119,83 euros environ chacune. La valeur nominale de chacune des actions de la Société a ainsi été portée de 247 euros à 366,83 euros environ. Ladite augmentation de capital a été souscrite par l'associé unique et libérée par compensation avec une créance liquide, exigible et certaine sur la Société à due concurrence.
5. Aux termes des mêmes décisions de l'associé unique en date du 10 décembre 2020, le capital social a été réduit de 17.771.324 euros pour être ramené 18.368.031 euros à 596.707 euros par diminution de la valeur nominale des 50.073 actions de la Société d'un montant de 354,91 euros environ chacune. La valeur nominale des actions de la Société est donc passée de 366,83 euros environ à 11,92 euros environ.

#### **Article 7 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de cinq cent quatre-vingt-seize mille sept cent sept (596.707) euros. Il est divisé en cinquante mille soixante-treize (50.073) actions de onze euros quatre-vingt-douze centimes (11,92 €) environ de nominal chacune, de même catégorie, entièrement libérées.

#### **Article 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale extraordinaire des associés, sur rapport du Président de la société.

Les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, l'assemblée générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

L'assemblée générale peut déléguer au Président de la société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

## **ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS**

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

## **ARTICLE 10 - REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL**

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la société en société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## **ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS**

Les actions émises par la société sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

## **Article 12 - INDIVISION - DEMEMBREMENT ET NANTISSEMENT D'ACTIONS**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les associés peuvent

convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la société par lettre recommandée adressée au siège social, la société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Les associés ayant nanti leurs actions continuent de représenter seuls les actions par eux remises en gage.

### **Article 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Les associés ont le droit d'être informés sur la marche de la société. A cette fin, ils peuvent poser, à toute époque, des questions orales ou écrites au Président.

Les associés peuvent, à toute époque, obtenir communication, aux frais de la société, des documents suivants:

- inventaire, comptes annuels et, le cas échéant comptes consolidés, des trois derniers exercices ; rapports du Président des trois derniers exercices ;
- montant global, certifié conforme par le Commissaire aux Comptes, des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées ;
- procès-verbaux des décisions des associés des trois derniers exercices
- liste des associés.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la société.- Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention d'un nombre d'actions requis.

---

#### **Article 14 - CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2 - Chaque associé peut céder ou transmettre librement ses actions par virement de compte à compte.

---

**TITRE III**  
**Direction et contrôle de la société**

**Article 15 - PRESIDENT**

• **Nomination**

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale pouvant ou non avoir la qualité d'associé ou, s'il s'agit d'une personne physique, de salarié, sous réserve de respecter les règles relatives au cumul entre mandat social et contrat de travail.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou par l'assemblée générale ordinaire des associés qui peut le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles ou pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

• **Durée des fonctions - Rémunération**

Le mandat du Président peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat du Président est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Président fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération qui peut être fixe, proportionnelle ou les deux à la fois.

Le Président pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

• **Cessation des fonctions**

Les fonctions du Président prennent fin soit :

- par l'arrivée du terme prévu lors de sa nomination ;
- par la démission, celle-ci ne pouvant être effective qu'à l'expiration d'un préavis d'un mois. Ce délai pourra être réduit au cas où la société aurait pourvu à son remplacement dans un délai plus court.
- par l'impossibilité pour le Président d'exercer ses fonctions pendant une durée supérieure à trois mois, pour cause de maladie grave diminuant les facultés intellectuelles rendant impossible l'exercice serein des fonctions.
- par l'arrivée de la limite d'âge.
- par la révocation, celle-ci pouvant intervenir à tout moment et n'ayant pas à être motivée sur décision de l'assemblée générale ordinaire.

En outre, le Président est révocable par le Tribunal de Commerce pour cause légitime, à la demande de l'associé unique ou de tout associé de la Société.

• **Cumul de mandats**

Le Président n'est soumis à aucune limitation de mandats.

• **Limite d'âge**

Le Président, s'il s'agit d'une personne physique, doit être âgé de moins de 80 ans.

Lorsque la limite d'âge précitée est atteinte, le Président est réputé démissionnaire d'office au jour de la décision de l'associé unique ou des associés pourvoyant à son remplacement.

#### **Article 16 - POUVOIRS DU PRESIDENT**

Le Président assume, sous sa responsabilité, la Direction de la société. Il représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les associés, le Président peut faire tous actes de gestion dans l'intérêt de la société. Les associés peuvent limiter les pouvoirs du Président et soumettre certains actes à une autorisation préalable.

- **Délégation de pouvoirs**

Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

#### **Article 17 - COMITE EXECUTIF**

Un comité exécutif pourra être créé par l'associé unique ou par l'assemblée générale extraordinaire des associés avec pouvoir de contrôler le Président.

Le fonctionnement et les pouvoirs de ce comité seront définis par la décision qui le nommera.

#### **Article 18 - DIRECTEURS GENERAUX**

L'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, l'assemblée générale ordinaire peut, sur proposition du Président, nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général ayant à titre habituel le pouvoir d'engager la société. Le Directeur Général peut ou non être associé ou, s'il s'agit d'une personne physique, salarié de l'entreprise, sous réserve de respecter les règles relatives au cumul entre mandat social et contrat de travail.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles ou pénales que s'ils étaient Directeur général en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

- Durée des fonctions - Rémunération

Le mandat de Directeur Général peut être à durée déterminée ou indéterminée. S'il est à durée déterminée, le mandat du Directeur Général est renouvelable sans limitation.

La décision nommant le Directeur Général fixe la durée de ses fonctions et les modalités de sa rémunération.

Le Directeur Général pourra obtenir remboursement sur justificatif des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

- Cessation des fonctions

Les fonctions du Directeur Général prennent fin dans les mêmes conditions que celles du Président. Il peut être révoqué, à tout moment, sans préavis, par décision de l'assemblée générale ordinaire des associés.

En cas de décès, démission ou empêchement prolongé d'une durée supérieure à trois mois du Président, le Directeur Général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

- Cumul de mandats

Le Directeur Général n'est soumis à aucune limitation de mandats.

- Limite d'âge

Le Directeur Général, s'il s'agit d'une personne physique, doit être âgé de moins de 80 ans.

- Pouvoirs

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au Directeur Général sont déterminées par les associés.

- Délégation de pouvoirs

Le Directeur Général peut, dans la limite de ses attributions, conférer toute délégation de pouvoirs en vue de la réalisation d'opérations déterminées.

Ces délégations subsistent lorsqu'il vient à cesser ses fonctions à moins que son successeur ne les révoque.

## **Article 19 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS**

1. Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce.

A cette fin, le Président et tout intéressé doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues au plus tard lors de l'arrêté des comptes de l'exercice social.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'associé intéressé ne prenant pas part au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement pour le Président et les Directeurs Généraux d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

2. Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales sont communiquées au commissaire aux comptes, par le président et tout intéressé, au plus tard le jour de l'arrêté des comptes par l'organe habilité.

Tout associé a droit d'en obtenir communication.

3. A peine de nullité du contrat, il est interdit au Président et aux Directeurs Généraux de la société, autres que les personnes morales, de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

#### **Article 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la collectivité des associés.

#### **Article 21 - COMITE D'ENTREPRISE**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

### **TITRE IV** **Décisions des associés**

#### **Article 22 - COMPETENCE**

L'associé unique qui ne peut déléguer ses pouvoirs, ou en cas de pluralité d'associés, les associés sont seuls compétents pour décider :

- toute modification des statuts (hormis le transfert du siège social), en particulier, l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la transformation, la dissolution de la société,
- l'adoption ou la modification des clauses relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément de toute cession d'actions, à l'exclusion d'un associé notamment en cas de changement de son contrôle ou de fusion, scission ou dissolution dudit associé,
- la nomination des Commissaires aux Comptes,
- la nomination, la révocation et la rémunération du Président et des Directeurs Généraux, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats,
- la création d'un comité exécutif,

- une fusion, une scission ou un apport partie d'actif,
- la dissolution de la société,
- des actes de gestion soumis à l'autorisation préalable des associés conformément à l'article 16 des statuts.

### **Article 23 - MODALITES DE CONSULTATION DES ASSOCIES**

Les décisions de l'associé unique ou les décisions collectives des associés sont provoquées aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige à l'initiative soit du Président, soit d'un Directeur Général, soit d'un ou plusieurs associés titulaires de cinq pour cent (5 %) au moins des actions de la Société ou, en cas de dissolution de la Société, par le liquidateur, soit encore par les Commissaires aux comptes, ceux-ci ne pouvant agir qu'après avoir demandé au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception d'organiser la consultation des associés sans que celui-ci y ait donné suite dans un délai de 15 jours à compter de la date de première présentation de cette demande.

La consultation des associés ou de l'associé unique peut s'effectuer en assemblée, par correspondance, télécopie, télex, vidéoconférence ou au moyen de tout autre support ou encore par tout acte notarié ou sous seing privé signé par l'associé unique ou la collectivité des associés ou leurs mandataires.

En cas d'assemblée, la réunion peut avoir lieu en tout endroit, en France ou à l'étranger, précisé dans la convocation.

Quand la décision ne résulte pas d'un acte signé par les associés, l'auteur de la consultation communique aux associés et au Commissaire aux comptes titulaire et, le cas échéant, au Président ou au liquidateur, si la consultation n'est pas organisée par l'un de ces derniers, par télécopie, télex, correspondance ou au moyen de tout autre support, la date, le cas échéant le lieu de la réunion et l'heure, l'ordre du jour de la consultation, le texte des résolutions proposées, comportant, le cas échéant, un bref exposé des motifs, ainsi que les documents et rapports nécessaires à l'information des intéressés. Cette communication doit être effectuée quatre jours au moins avant la date fixée pour la décision collective.

En cas de consultation organisée autrement qu'en assemblée ou autrement que par acte notarié ou sous seing privé, les associés doivent transmettre leur vote au Président par télécopie, correspondance ou au moyen de tout autre support permettant l'identification des associés, au plus tard à la date fixée par l'auteur de la consultation pour la décision collective, la date d'envoi faisant foi. Le vote transmis par chacun des associés est définitif.

Tout associé qui s'abstient d'émettre un vote sur une résolution est réputé avoir émis un vote négatif sur ladite résolution proposée.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme ayant émis un vote négatif sur les résolutions proposées.

Lorsque les dispositions légales prévoient l'intervention d'un ou de plusieurs Commissaires aux Comptes préalablement à l'assemblée générale, l'associé unique, ou les associés en cas de pluralité, devront les informer en temps utile pour qu'ils puissent accomplir leur mission.

Les décisions de l'associé unique ou des associés sont constatées par un procès-verbal établi par le Président et sont consignées dans un registre coté et paraphé.

Le procès-verbal devra indiquer le mode de consultation, la date de délibération ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le sens du vote de l'associé unique ou des associés (adoption ou rejet).

Les décisions de l'associé unique sont constatées dans un procès-verbal signé par lui-même et le Président.

En cas de pluralité d'associés, et de consultation organisée autrement qu'en assemblée ou qu'en acte notarié ou sous seing privé signé par tous les associés, le Président doit faire parvenir à chacun des associés le résultat de cette consultation, par télécopie, correspondance ou au moyen de tout autre support permettant l'identification du président, au plus tard dans les dix jours de l'expiration du délai de réponse fixé par l'auteur de la consultation.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés par les associés participants dans le cas de décisions prises par un acte, ou, dans les autres cas, par le Président et au moins un associé à condition que la preuve de la présence ou de la participation des associés participants soit conservée dans les registres de la Société.

Tous les documents attestant du vote du ou des associés doivent être conservés dans les archives sociales.

Les copies ou extraits du procès-verbal des délibérations sont valablement certifiés par le Président.

A la diligence du Président, une copie du procès-verbal des décisions est adressée au Commissaire aux Comptes.

La convocation est faite par la personne ayant pris l'initiative de la consultation. Elle est réalisée par tout moyen.

#### Téléconférence

En cas de délibération par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la délibération, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal de la séance.

Le Président en adresse immédiatement une copie par télécopie ou tout autre moyen de communication écrite à chacun des associés. Les associés retournent un exemplaire du procès-verbal signé avec leur accord.

#### Assemblées générales

En cas de pluralité d'associés, la tenue d'une assemblée est de droit si la demande en est faite par un ou plusieurs associés.

La convocation est faite au moins huit jours avant la tenue de l'assemblée. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Les associés pourront se faire représenter par toute personne majeure de leur choix munie d'une procuration. A défaut d'indication du mandataire sur la procuration, le vote sera réputé être en

faveur du projet de résolution présenté par l'auteur de la convocation.

Les associés pourront également voter par correspondance au moyen d'un formulaire remis par la société sur leur demande présentée au moins cinq jours avant l'Assemblée. A défaut d'indication de vote sur une résolution, le vote sera considéré comme positif. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de deux jours avant l'assemblée est considéré comme s'étant abstenu.

Il sera tenu compte des procurations et votes par correspondance pour le calcul du quorum.

Les délibérations des associés obligent tous les associés, même absents ou représentés.

#### **Article 24 - DECISIONS ORDINAIRES**

Sont qualifiées d'ordinaires toutes les décisions collectives qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

Les associés sont consultés ou se réunissent au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les associés présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

#### **ARTICLE 25 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES**

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à la modification des statuts, la fusion, la scission, la dissolution de la société et sa transformation en société d'une autre forme, civile ou commerciale.

L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, les deux tiers et, sur deuxième convocation, la moitié des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

L'assemblée générale extraordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés.

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives à :

- l'inaliénabilité des actions,
- l'exclusion d'un associé,
- la suspension des droits de vote d'un associé dont le contrôle est modifié,
- la transformation de la société en société en nom collectif,

Etant entendu que l'associé visé par l'exclusion ne prend pas part au vote.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

## **TITRE V**

### **Exercice social - comptes sociaux - affectation des résultats**

#### **Article 26 - EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social a une durée de douze mois qui commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

#### **Article 27 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1e, du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société et un état des sûretés consenties par elle.

Le Président établit un rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, ainsi que sur son évolution prévisible.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

#### **Article 28 -AFFECTATION DES RESULTATS**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'assemblée générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividende et prélève les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au

montant du capital.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, soit imputées sur les comptes de réserves de la société, soit portées sur le compte report à nouveau.

#### **Article 29 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES**

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

### **TITRE VI**

#### **Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital - Transformation - Dissolution - Liquidation -**

#### **Article 30 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL**

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'assemblée générale extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'assemblée générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

### **ARTICLE 31 - TRANSFORMATION**

La société peut se transformer en société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les associés les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

### **Article 32 - DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible

L'assemblée générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

**TITRE VII**  
**Dispositions diverses**

**Article 33 CONTESTATIONS**

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires sont soumises à la procédure d'arbitrage.

Chacune des parties désigne un arbitre, les arbitres ainsi désignés en choisissent un autre, de manière que le Tribunal arbitral soit constitué en nombre impair.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance de Monsieur le Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

L'instance arbitrale ne prendra pas fin par la révocation, le décès, l'empêchement, l'abstention ou la récusation d'un arbitre. Il sera pourvu à la désignation d'un nouvel arbitre par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce saisi comme il est dit ci-dessus, non susceptible de recours.

Les arbitres ne seront pas tenus de suivre les règles établies par les Tribunaux. Ils statueront comme amiables compositeurs. Les parties attribuent compétence au Président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social tant pour l'application des dispositions qui précèdent que pour le règlement de toutes autres difficultés.

**ARTICLE 34 - DIVISIBILITE**

Au cas où une stipulation des présents statuts se révélerait nulle ou tout ou en partie, cette nullité n'affectera pas la validité du reste des statuts. Dans un tel cas, les parties substitueront si possible à cette stipulation illicite, une stipulation licite correspondant à l'esprit et à l'objet de celle-ci.

**ARTICLE 35 - ELECTION DE DOMICILE - NOTIFICATIONS**

Pour l'exécution des présentes, les parties et la société font élection de domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

Toute notification au titre des présentes devra être envoyée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception.

Tout changement de siège social de l'un des associés devra être immédiatement notifié selon la même forme que celle décrite ci-dessus. Dans l'hypothèse où un des associés n'aurait pas averti de son changement de siège social, toute notification effectuée à l'ancien siège social sera réputée valablement effectuée.